Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

267 | Juillet-Septembre

Les transformations socio-spatiales de l'Inde : vers un nouveau virage mondialisé ? (I)

De Ceylan Quarter à Keezhputhupattu : lieux de l'exil sri-lankais en Inde

Refugees and Repatriates in Tamil Nadu : A Sri Lankan Perspective

Anthony Goreau-Ponceaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7218>

DOI : 10.4000/com.7218

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 261-284

ISBN : 978-2-86781-967-4

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Anthony Goreau-Ponceaud, « De Ceylan Quarter à Keezhputhupattu : lieux de l'exil sri-lankais en Inde », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 267 | Juillet-Septembre, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/7218> ; DOI : 10.4000/com.7218

De Ceylan Quarter à Keezhputhupattu : lieux de l'exil sri-lankais en Inde

Anthony GOREAU-PONCEAUD¹

On doit trouver un travail à l'extérieur. Tous les jours il faut trouver un travail pour gagner un peu d'argent. Certains arrivent à s'employer dans la coupe de la canne à sucre. D'autres trouvent un travail de maçon, ou un autre travail dans le secteur de la construction. Mais tu sais c'est très difficile. On est citoyens indiens, mais il n'y a aucune aide pour nous. On a seulement une *ration card*², c'est tout. En fait, il y a les citoyens normaux, les gens de Pondichéry en somme, et les réfugiés sri-lankais. Nous, nous sommes entre les deux, *in-between*³. On est les oubliés du gouvernement. *We are the native refugees* [nous sommes les réfugiés indigènes]. Nous préférierions être considérés comme des réfugiés, la vie serait beaucoup plus facile pour nous. Je te le dis, vraiment notre vie est pire que celle des populations tribales, des *Scheduled Tribes*. Je vais t'expliquer pourquoi. D'accord, nous sommes libres de nous rendre au village, d'aller quotidiennement à Thirubuvanai, de changer d'endroit. Mais nous n'avons pas d'argent et nous ne pouvons pas trouver de travail en dehors de celui que nous faisons. J'ai honte de te dire ce que nous faisons comme travail. Nous nettoignons les excréments des autres. Plus exactement nous nettoignons les fosses septiques. Toute la journée nous curons et nettoignons des réservoirs entiers d'excréments. Trouver un autre travail ce serait difficile. Dès que je vais mentionner que nous venons du Sri Lanka on aura des problèmes. De toute manière c'est marqué sur

1. Maître de conférences, Université de Bordeaux, UMR ADESS ; 25 rue du Terme, 24190 Neuvic ;
mél : anthonygoreau@yahoo.fr

2. La carte de rationnement indienne ou *ration card*, est principalement utilisée par les populations pauvres pour obtenir des denrées et de l'essence à prix subventionnés au sein des magasins de distribution publique (appelés *ration shops*). Cette carte est un document important qui est lié au Système de distribution publique (PDS) qui redistribue à prix subventionnés le grain ou le sucre achetés dans les zones de surproduction. Ce système est largement critiqué. Pour en savoir plus voir Landy, 2011.

3. Les mots laissés en anglais dans le texte sont ceux qui ont été prononcés dans cette langue par les personnes interrogées. Le texte en français provient de la traduction par mon interprète du tamoul à l'anglais et de ma retranscription en français. Bien entendu je suis conscient des différents biais et pertes d'informations.

notre adresse : Ceylan Quarter. Tu vois on n'est pas complètement des Indiens, ni des Sri-Lankais on est vraiment entre-deux. Franchement quand je vois la vie que je mène ici, je me dis que j'aurai peut-être dû rester là-bas et participer à la guerre. Peut-être qu'à l'heure où je te parle je serai avec une kalachnikov entre les mains. C'est toujours mieux que nettoyer la merde ! De toute manière, mentalement je n'habite pas en Inde, je suis toujours là-bas. Ici nous souffrons plus qu'au Sri Lanka. (Extrait d'entretien avec Udaya Vasanthan, 25 juillet 2014, Thirubuvanaï, territoire de Pondichéry)

Il faut tout de même avouer que le gouvernement du Tamil Nadu nous aide beaucoup. On est plutôt privilégiés par rapport à la population locale⁴ qui nous accueille et qui vit autour du camp. On est privilégié car le gouvernement nous vient en aide de multiples façons. Nous ne payons ni eau, ni électricité, ni école et frais d'écologie, ni frais médicaux. Le gouvernement nous donne également tous les mois des aides financières, 20 kg de riz gratuits par mois et toutes les autres denrées alimentaires et même l'essence à prix subventionnés. On reçoit même de l'argent pour les mariages, les naissances et les décès. La contrepartie c'est qu'il n'y a pas de choix possible en dehors de celui dicté par le gouvernement. Après il s'agit de vivre avec cette contrainte tout en essayant de la rendre plus vivable. Cependant, de façon générale dans le camp c'est aide et contrainte gouvernementales et initiative privée. Il y a peu de liberté c'est bien cela le problème majeur. On ne peut rien acheter en notre nom. Nous ne sommes pas libres de sortir du camp à notre convenance. Je suis prêt à renoncer à l'ensemble de l'aide octroyée par le gouvernement si nous obtenons la citoyenneté indienne. Cette citoyenneté pourrait nous permettre d'acquérir la liberté, la liberté de mouvement. (Extrait d'entretien avec Thiraviyam, camp de Keezhputhupattu, district de Villupuram, 18 juillet 2014)

Ces deux extraits d'entretien donnent le ton. Ils permettent de comprendre rapidement les différences concernant les trajectoires migratoires, les statuts administratifs et les conditions de vie entre deux groupes de population en apparence opposés mais qui partagent une origine commune, le Sri Lanka, et une langue commune, le tamoul. D'un côté Udaya Vasanthan, arrivé en Inde en 1983, fait partie de la dernière vague de ceux qu'on a nommés de manière péjorative les Tamouls d'Inde⁵, venus travailler dans les plantations du haut pays

4. En tamoul et dans l'entretien, mon interprète, tout comme les personnes interrogées n'utilisent pas l'expression « population locale » pour décrire la population qui vit autour du camp. Il faut apporter ici quelques précisions sémantiques qui viennent des effets de la traduction/transcription. Le terme utilisé est « *Namma Aalu* ». Il n'y a pas d'opposition dans cette expression entre « nous » les réfugiés et les « autres », la population d'accueil. De même, le Tamil Nadu est pensé par les Sri-Lankais comme un État non étranger.

5. Au cours des divers recensements de 1871 à 1901, les Tamouls qu'ils soient autochtones ou d'origine indienne étaient classifiés au sein de la catégorie statistique *Ceylon Tamil* ou Tamouls de Ceylan. À partir du recensement de 1911, le groupe statistique « Tamouls de Ceylan » est séparé en deux catégories statistiques : les « Tamouls de Ceylan » et les « Tamouls indiens », créant immédiatement deux identités. Cette nouvelle catégorie accentue également l'extranéité des Tamouls indiens. Cette marginalisation progressive des Tamouls indiens, liée à un processus de séparation et de classification mis en place dans la période coloniale, a trouvé ses prolongements dans la période postcoloniale.

kandyen au XIX^e siècle et rapatriés dans le cadre du pacte Sirimavo-Shastri. Selon ce pacte, l'Union Indienne et le Sri Lanka s'engageaient à naturaliser les Tamouls immigrés en l'espace de quinze ans ; des 975 000 Tamouls apatrides estimés en 1964, 525 000 devaient obtenir la nationalité indienne puis être rapatriés, alors que 300 000 deviendraient citoyens ceylanais à part entière (Kanamathipillai, 2012). Quand l'accord Sirimavo-Shastri fut passé en 1964, le gouvernement indien avait décidé de mettre en place un plan de réhabilitation des futurs rapatriés afin de faciliter leur réinsertion lors de leur arrivée en Inde. C'est comme cela qu'un certain nombre d'infrastructures ont été mises en place sur le territoire, à l'instar d'un camp de transit à Mandapam et de multiples camps maillant le territoire du Tamil Nadu. Ces mêmes infrastructures seront utilisées quelques années plus tard par les réfugiés sri-lankais. De l'autre côté Thriraviyam, fuyant le conflit sanglant opposant « Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul » (LTTE)⁶ au gouvernement central, est arrivé en Inde en 1990 et a rejoint le camp de réfugié de Keezhputhupattu en 1991.

Ces deux entretiens permettent également de prendre en considération la complexité du peuplement de l'île de Sri Lanka et l'importance du processus d'ethnisation des rapports sociaux dans la période postcoloniale qui a eu d'importantes répercussions sur les migrations. En effet, au sein de la société sri-lankaise qui comporte 21 millions d'habitants (recensement de 2012) se juxtaposent des communautés qui diffèrent par la langue, la religion et les structures sociales. D'origine indo-aryenne (du Nord de l'Inde) et à grande majorité bouddhiste, la communauté cinghalaise est la population majoritaire dans le pays (74 %). La population tamoule, d'origine dravidienne (Sud de l'Inde) est scindée en deux ensembles : les Tamouls « autochtones » (12,6 %) et les Tamouls des plantations (5 %), qui ont un statut et des intérêts très différents. Les Tamouls « autochtones » présents bien avant la colonisation aux côtés des Cinghalais ont le sentiment d'être, tout comme ces derniers, des « enfants du sol » et non des immigrés. Les Tamouls des plantations, arrivés au XIX^e siècle, ont été utilisés, sous la domination britannique, comme main-d'œuvre dans les plantations du centre du pays. Ces plantations sont enclavées dans des régions à forte majorité cinghalaise. Il sera question dans cette contribution de ces deux groupes de population tamoule, non pas au Sri Lanka, mais au Tamil Nadu. En mettant en miroir les Tamouls indiens rapatriés et les réfugiés tamouls sri-lankais, mon objectif est de comparer leur manière de prendre place en Inde tout en questionnant le rôle de l'État dans ce processus dual de déplacement/emplacement. Prendre en compte l'historicité

6. Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul ou LTTE sont un mouvement indépendantiste, fondé en 1976 par Velupillai Prabhakaran, dont le but affiché est de défendre les Tamouls de Sri Lanka. Pour cela, l'organisation demande le droit à l'autodétermination et la création d'un État, le Tamil Eelam. La défaite militaire du 17 mai 2009 a ébranlé le mouvement.

de leur trajectoire permettra de comprendre au mieux la diversité des statuts, et la manière dont l'État fabrique l'extranéité et construit les limites de la citoyenneté.

Même si ces rapatriés et réfugiés sont en apparence opposés par leurs trajectoires migratoires, ils partagent néanmoins une position délicate au sein de la société tamoule, celle d'être dans un entre-deux permanent. Ces réfugiés et ces rapatriés ne sont ni totalement exclus, ni totalement inclus. Cette position liminale possède également une transcription spatiale commune qui témoigne de leur marginalisation. Après avoir précisé succinctement le contexte historique conduisant les Tamouls indiens de Sri Lanka à être rapatriés en Inde et les Tamouls sri-lankais à trouver refuge en Inde, à partir d'enquêtes menées au Tamil Nadu et dans le territoire de Pondichéry⁷, de comparer deux lieux de l'exil – le quartier des Ceylanais ou Ceylan quarter situé à Thirubuvanai dans le territoire de Pondichéry (à 23 km à l'est de la ville de Pondichéry) et le camp de Keezhputhupattu localisé au Tamil Nadu à 17 km au nord de la ville de Pondichéry. Rappelons comme le note Nuselovici (2013, p. 5) que

l'expérience exilique conjoint lieu de départ et lieu d'arrivée [...] suscitant et étayant une dynamique de multi-appartenance dont les logiques citoyennes des États-nations ne parviennent pas toujours à intégrer la complexité.

I - Rapatriés et réfugiés : similitudes et dissemblances

En retraçant les trajectoires migratoires de deux familles, celle d'Udaya Vasanthan et celle de Denis, un réfugié sri-lankais du camp de Keezhputhupattu, il s'agit de comprendre quelles sont les similitudes et les dissemblances entre ces deux groupes de population pour faire apparaître au mieux leur expérience exilique.

1 - Le destin de la famille d'Udaya Vasanthan

Mes grands-parents ont été recrutés par un *kangani* pour venir travailler dans les plantations du centre de l'île à Nuwara Eliya. D'autres personnes de leur village sont, elles, allées travailler à Hatton, toujours dans les plantations. On n'a jamais été très bien accepté, mais cela a empiré avec l'Indépendance en 1948. Déjà durant la période coloniale on souffrait de représentations négatives. Avec l'Indépendance, la société sri-lankaise s'est nettement modifiée. Sous les effets

7. Depuis 2010 je mène des recherches au Tamil Nadu portant sur les réfugiés sri-lankais. Lors de mon dernier séjour sur le terrain (juillet-août 2014) j'ai pu mener de nouveaux entretiens au sein du camp de Keezhputhupattu et dans le quartier des Ceylannais à Thirubuvanai. En laissant la part belle à des extraits d'entretiens collectés durant ce terrain, cette contribution donnera la parole à ceux qui d'habitude ne la prennent pas.

de discours et d'idéologies nationalistes, on a été pris en étau par, d'un côté, l'idéologie bouddhiste cinghalaise et, de l'autre, celle des Tamouls du Nord de l'île. On nous a aussi fait comprendre qu'il fallait qu'on laisse les emplois aux Cinghalais dans les plantations. Tout a changé à l'Indépendance sous l'effet aussi des élections. Dès 1949, le gouvernement promulgua des lois restreignant l'accession à la nationalité ceylanaise. Ces lois, elles nous visaient avant tout. Très peu d'entre nous ont obtenu la nationalité ceylanaise. Pour obtenir la nationalité ceylanaise, il fallait alors avoir deux ancêtres directs natifs de l'île, et pouvoir le prouver légalement. C'est le prouver qui était difficile⁸. Je te le répète, très peu d'entre nous ont obtenu la nationalité ceylanaise. Il ne fallait pas qu'on constitue le groupe majoritaire. Il a donc fallu réduire le nombre de ceux qui étaient d'origine indienne. C'est ça la raison ! On a toujours été marginalisé économiquement et socialement au Sri Lanka. Mais avec cette loi, nous avons été humiliés. Plusieurs noms étaient utilisés pour nous désigner : *kallathonni* [migrant illégal], *thottakattan* [coolie], apatrides ou encore Tamouls d'Inde. Pourtant mon père est né au Sri Lanka, je suis né au Sri Lanka et mon fils également. Udaya, c'est la 3^e génération née au Sri Lanka. On a tout de même participé au développement économique de l'île, mais tout ce qu'on a reçu en retour c'est de l'humiliation. En plus on nous considère comme des étrangers. Le pire c'est que je ne vois pas ce qui a changé depuis notre rapatriement. Le rapatriement s'est lié aux accords de 1964 qui ont statué sur notre situation, nous les Tamouls d'Inde du Sri Lanka. Mais rien n'a changé pour nous. On est toujours marginalisés et pour les Indiens nous sommes des Ceylanais. C'est une ironie de l'histoire. À Ceylan, les Cinghalais nous appelaient les *kallathonies* et ici on nous appelle les *Ceylon karan* (le peuple de Ceylan). Il n'y a qu'à voir notre adresse : Ceylan Quarter ! (Extrait d'entretien avec Sellamuthu, 25 juillet 2014, Ceylan Quarter)

Les ascendants d'Udaya font partie de ces coolies tamouls, en majorité de basse caste, venus s'employer à partir de 1830, sur les plantations du haut-pays kandyen. Dès 1828, a lieu le premier essai d'immigration de travailleurs engagés sous contrat (*indentured*) mis en place par l'autorité coloniale britannique pour pallier le manque de main-d'œuvre lié à l'abolition de l'esclavage. Mais très tôt il est évident qu'en raison de sa proximité géographique avec l'Inde, les engagés tamouls peuvent très aisément rompre leur contrat et désertir, au grand dépit des planteurs. Pour assurer le succès de cette greffe démographique imposée par la puissance coloniale, le système *kangani* est mis au point. Les migrants sont encadrés par un chef d'équipe qui est responsable de la main-d'œuvre à toutes les étapes de sa venue sur les plantations. À l'origine, c'est lui qui fait office d'agent-recruteur au Tamil Nadu (Présidence de Madras), visitant les villages de sa région pour convaincre les travailleurs agricoles et

8. Nous devons préciser que l'enregistrement des naissances n'a été introduit qu'à partir 1895 et n'a été systématiquement appliqué à l'ensemble de l'île qu'à partir de 1920. Ainsi, même pour la population dite autochtone il est difficile de prouver que leurs ancêtres sont nés à Sri Lanka (Kanamathipillai, 2012).

les paysans endettés de venir travailler sur les exploitations pour une durée variable. Les *kanganis* accompagnent les groupes de Tamouls jusqu'au lieu de recrutement au Sri Lanka, en leur avançant l'argent nécessaire pour le trajet jusqu'aux plantations. Cette dette, accrue par les intérêts usuraires et rarement amortie en une génération, asservit le coolie indien à son *kangani*. Ces coolies constituent rapidement une minorité conséquente dans la population insulaire, formée de Tamouls immigrés désignés sous le nom de « Tamouls d'Inde » pour les distinguer des Tamouls autochtones du Nord et de l'Est de l'île. La majorité des Tamouls d'Inde viennent s'établir sur les collines du centre de l'île où les théiers et les hévéas succèdent aux caféiers et aux quinquinas à la fin du siècle dernier. La culture du théier détermine un type nouveau de migration, plus familial en même temps que moins saisonnier (Kanapathipillai, 2012). Cette transformation favorise durablement l'établissement permanent de la communauté indienne sur les plantations. Les collines de l'île connaissent une prospérité cyclique liée à leur productivité et aux cours mondiaux des denrées qu'elles produisent, ce qui génère des fluctuations du volume global des nouveaux migrants. Le flux de migrants sera rapidement limité par la politique du gouvernement nouvellement indépendant, qui souhaite se débarrasser de cette colonie d'origine étrangère qui représente en 1946 plus de 11,6 % de la population résidante de l'île (Kanapathipillai, 2012 ; Guilmoto, 1987). L'immigration est totalement interrompue à partir des années 1950 et l'hostilité officielle vis-à-vis des Tamouls d'Inde, restés apatrides depuis l'Indépendance de Ceylan en 1948, ne cesse de croître. En effet, le nouveau gouvernement de Ceylan promulgua des lois restreignant l'accession à la nationalité ceylanaise, notamment la Loi de 1949 (*Indian and Pakistani Residents Citizenship Act*) qui visait avant tout les Tamouls d'Inde. Le syndicat qui représentait les intérêts des Tamouls des plantations ne put faire reconnaître le caractère anticonstitutionnel de cette Loi, de sorte qu'à peine plus d'une centaine de milliers de Tamouls d'origine indienne reçurent la citoyenneté ceylanaise. Ne pouvant non plus obtenir la nationalité indienne, près d'un million de Tamouls devinrent *ipso facto* apatrides, par conséquent dépourvus de tout droit politique (de vote en particulier) et sous la menace permanente de l'expulsion (Kanapathipillai, 2012). Christophe Guilmoto résume la situation des Tamouls indiens du Sri Lanka ainsi :

leur concentration, en même temps qu'elle maintenait les cadres traditionnels de leur milieu d'origine, accentuait leur marginalisation vis-à-vis des autres segments de la population insulaire. Victimes de leur isolement historique, les Tamouls des plantations ont souffert de l'animosité des Cinghalais kandyens qui n'avaient jamais accepté la greffe démographique imposée par la présence coloniale, sans pour autant pouvoir compter sur la solidarité pan-tamoule des habitants du Nord. (Guilmoto, 1987, p. 288)

L'immigration est totalement interrompue à partir des années 1950 et l'hostilité officielle vis-à-vis des Tamouls d'Inde, restés apatrides depuis l'Indépendance, ne cesse de croître. Par ailleurs, cette période (de 1947 à 1964) est dominée par la perception de Nehru concernant la citoyenneté et le statut des Tamouls indiens du Sri Lanka. De manière plus générale, pour Nehru, les Indiens d'Outre-mer devaient s'intégrer dans leur société d'installation, et cette communauté indienne à Sri Lanka est considérée comme un obstacle à la politique étrangère de l'Inde. Il n'est donc pas question de rapatrier ces Indiens bien qu'ils deviennent des citoyens sri-lankais. Comme le note Khilnani,

Nehru believed that an Indian identity could emerge only within the territorial and institutional form of a state. (Khilnani, 1997, p. 167)

Cependant, la marginalisation des Tamouls indiens du Sri Lanka, a eu un impact important au sein des cercles politiques de l'État de Madras (devenant le Tamil Nadu en 1956), contribuant à alimenter l'opposition des partis nationalistes (DMK particulièrement) au gouvernement central. La crise débouchera finalement sur un accord inter-gouvernemental entre l'Inde et le Sri Lanka, signé en 1964. Selon le « pacte Sirimavo-Shastri », les deux États s'engagent à naturaliser les Tamouls immigrés en l'espace de quinze ans. En réalité, les accords passés sont appliqués très lentement. Entre 1968 et 1984, date à laquelle s'interrompent les liaisons maritimes entre l'île et le sous-continent, 459 000 personnes quittent le pays, s'installant en Inde du Sud (au Tamil Nadu principalement mais pas seulement) dans des conditions souvent très précaires, d'abord dans des camps, puis dans des exploitations agricoles ou forestières, le plus souvent en zones rurales où, munis d'un petit pécule, ils sont encouragés à ouvrir des échoppes.

Ce retour en Inde a été vécu comme un déchirement. Il ne s'agit pas d'un retour mais d'une découverte, les premiers pas effectués sur une terre étrangère. C'est pour cela qu'Udaya utilise l'expression *native refugees* pour décrire sa situation. Il est citoyen indien mais se sent complètement étranger. Udaya nous raconte son expérience de rapatrié.

Je suis donc né à Sri Lanka en 1982. En 1983 on a été contraint de migrer en Inde. Nous avons donc rejoint Talaimannar où nous avons pris le bateau pour Rameswaram. Je ne sais pas si mon père te l'a dit mais nous n'avions pas le droit de transporter plus de 4 000 roupies sri-lankaises. On a donc tout laissé derrière nous. On nous a également promis beaucoup pour ce retour. Mais nous avons été trompés par le gouvernement. De Rameswaram nous avons été conduits à un camp de transit à Mandapam c'est dans le district de Ramanathapuram. Tu dois connaître car les réfugiés sri-lankais ils passent par le même endroit. De Mandapam on nous a envoyés à un autre camp de transit à côté de Trichy. C'était à Kottapattu. D'après ce que m'a dit mon père, nous y sommes restés 3 mois. Après ces 3 mois nous avons été envoyés ici à Thirubuvanai. En 1984, 21

familles ont donc été envoyées ici. Le gouvernement de Pondichéry a offert 21 emplois gouvernementaux dans la filature de coton (*Pondicherry Coop Spinning Mills Ltd*) qui se trouve juste de l'autre côté du mur. (Extrait d'entretien avec Udaya Vasanthan, 25 juillet 2014, Ceylan Quarter)

Photo 1 - Une identité de rapatrié : Udaya me tend avec émotion une carte de rapatrié d'un des membres de Ceylan Quarter
(Photographie de l'auteur, juillet 2014)

2 - De Mannar à Keezhpathupattu : chroniques de la famille de Denis

Je suis arrivé en 1992 au camp de Keezhpathupattu. J'avais seulement 5 ans. Nous nous sommes installés ici avec mes parents et mon frère après avoir pris le bateau de Talaimannar à Rameswaram. Nous avons d'abord transité par le camp

Photo 2 - Dans les allées de Ceylan Quarter : notez l'état de délabrement des maisons

(Photographie de l'auteur, juillet 2014)

de Mandapam avant d'être envoyés ici. Dans ce camp il n'y a que des gens de l'île de Mannar. Ce n'est pas le gouvernement qui nous a regroupés selon notre village d'origine, mais nous-mêmes, au fur et à mesure. J'ai deux frères, Antoni et Dickson. J'ai également deux enfants, une fille et un garçon. Il y a donc trois générations de ma famille qui vivent dans ce camp ! (Extrait d'entretien mené avec Denis, 18 juillet 2014, camp de Keezhputhupattu)

Venir à Keezhputhupattu ce n'était pas mon souhait. C'est le gouvernement du Tamil Nadu qui m'a envoyé dans ce camp en 1992. Au départ les gens de Keezhputhupattu venaient de divers endroits du Nord du Sri Lanka, mais au fur et à mesure c'est devenu le village de Mannar. Tout le monde est originaire de Mannar à Keezhputhupattu. Dans les autres camps c'est la même chose. Il y a eu progressivement des regroupements sur base géographique. Mais moi, concernant le Sri Lanka, je n'ai pas le même discours que Vetha⁹. Vetha est arrivée ici quand elle n'était qu'une enfant. Elle est mariée et a elle-même des enfants. Elle a sa vie en Inde. Moi, j'aimais énormément ma vie au Sri Lanka. J'aimais énormément mon île. Mon mari, quand on était à Mannar, était agriculteur. Il avait une

9. Vetha est la femme d'Antoni (de son vrai prénom Andréanis), le frère de Denis. Vetha a 28 ans et est arrivée à Keezhputhupattu à l'âge de deux ans. Plus exactement, elle est née à Keezhputhupattu en 1986. Avec ses parents elle est retournée au Sri Lanka, à Colombo de 1986 à 1988, pour revenir à Keezhputhupattu en 1988.

petite terre qu'il tenait de son père. Il avait 1,5 acre. Chacun de ses frères avait également 1,5 acre. Il cultivait du riz pour le vendre et du riz rouge pour notre consommation. Maintenant c'est mon beau-frère qui prend soin des terres. Il est resté là-bas. Nous n'avons pas été expropriés, nous avons bien gardé nos titres de propriété. Je retournerai bien à Mannar. Mais je ne peux pas. Mes enfants sont là, mes petits-enfants également. Quand je suis arrivée en Inde, Denis n'avait que 5 ans et Antoni 7. J'ai été obligé de prendre la décision dans la nuit. La décision de quitter l'île. On n'a pas pris grand-chose. Il fallait absolument quitter l'île car ils voulaient tuer mes enfants. Ils ont tué le fils de mon beau-frère. Il fallait donc fuir. Je veux tout de même retourner au Sri Lanka, voir ma terre, là où je suis née. Mais j'attends le moment. Je veux y retourner, mais si j'y vais et que je ne peux pas revenir ici : comment je ferai pour voir mes enfants ? Je prie pour cela. Le 23 août je ferai le pèlerinage à Velankanni. Tous les ans je le fais. Il ne me faut que 5 jours de marche. J'ai l'habitude, nous marchons à plusieurs. Cette année j'y vais pour essayer de faire en sorte que je puisse retourner travailler à l'étranger ou que Dickson puisse travailler également à l'étranger. Je vais offrir mes cheveux à la vierge pour qu'elle m'entende. J'ai travaillé en Arabie Saoudite pendant plusieurs années. Je suis partie en Arabie Saoudite le 6 janvier 1996, on se rappelle toujours la date à laquelle on quitte ses enfants. De 1996 à 2002 j'ai travaillé comme employée de maison en Arabie Saoudite. J'avais une certaine liberté et surtout je travaillais. Ici je ne suis pas libre de bouger et en plus mes enfants ne veulent pas que je travaille. Je n'ai aucun moment pour moi. Je ne sais pas comment l'expliquer mais je veux rentrer au Sri Lanka car je ne me sens pas libre ici. Rentrer ou partir de nouveau. (Extrait d'entretien mené avec Elvin Kuros, camp de Keezhputhupattu, 7 août 2014)

Séparé du Nord de Sri Lanka par le détroit de Palk, l'État indien du Tamil Nadu a été une importante destination pour les réfugiés fuyant la longue guerre civile entre le gouvernement du Sri Lanka et les « Tigres de libération de l'Eelam tamoul » (LTTE). La plupart sont arrivés des provinces Nord et Est du Sri Lanka où les Tamouls forment une majorité locale. Les réfugiés sont arrivés dans le Tamil Nadu depuis le déclenchement de la guerre civile au Sri Lanka en 1983. La plupart des réfugiés présents en Inde ont connu des déplacements répétés, retournant au Sri Lanka lors des périodes de cessez-le-feu pour être de nouveau déracinés lors de la montée des hostilités. La grande majorité des réfugiés, pour rejoindre l'Inde, ont fait le déplacement de nuit entre Talaimannar et Rameswaram. En 2014, il y avait près de 73 000 réfugiés tamouls sri-lankais vivant dans 115 camps de réfugiés répartis sur l'ensemble du territoire du Tamil Nadu (fig. 1), avec une population estimée de plus de 31 000 autres Sri-Lankais vivant en dehors des camps, échappant ainsi au processus « d'encampement » (Agier, 2011)¹⁰. Ces autres sociaux, à demeure

10. Pour une description plus détaillée des routes migratoires empruntées, des flux de réfugiés sri-lankais entrant en Inde et des différents types de camps présents sur le territoire du Tamil Nadu, voir Goreau-Ponceaud (2012 et 2014).

Figure 1 - Localisation des camps de réfugiés au Tamil Nadu. (Photographie prise en août 2014 au siège de l'ONG *Jesuit Refugee Service* [JRS], à Dindigul)

en exil, entre deux ailleurs et deux absences, ne sont ni citoyens indiens, ni réfugiés, ni totalement inclus, ni totalement exclus : ils échappent à l'ensemble des conceptions binaires qui colorent nos imaginaires et rhétoriques politiques actuelles. Née en 1947 d'une partition qui a généré quatorze millions de réfugiés, l'Inde indépendante ne reconnaît pas pour autant le statut juridique de réfugié : elle n'a pas ratifié la Convention de Genève de 1951 ni le Protocole de 1967 et n'a pas élaboré de définition propre à ce statut à travers une loi nationale (Samaddar, 2003 ; Baujard, 2012 ; Oberoi, 2006). L'Union indienne traite les réfugiés entrant sur son territoire, en fonction de leur origine nationale et selon des considérations politiques, laissant la question de l'égalité et de l'uniformité des droits et privilèges accordés aux différentes communautés de réfugiés¹¹ sans réponse. L'Inde conserve ainsi sa pleine souveraineté dans la gestion des réfugiés (Samaddar, 2003). Ce statut de réfugié, *a priori* défini par des institutions nationales ou internationales, selon des critères juridiques, ne l'est donc pas dans le cas indien. Pourtant, ces Sri-Lankais sont bien des réfugiés, administrés directement par l'Inde, plus particulièrement par le Tamil Nadu, sans que l'agence des Nations Unies n'intervienne sauf dans le cas particulier des opérations de « rapatriement »¹². Combiné avec leurs trajectoires souvent précaires, ce non-statut les expose à de multiples restrictions quant au logement, à l'accès au marché du travail et à la liberté de mouvement. Ils sont soumis à des dynamiques juridiques, économiques, politiques et sociales qui consolident leur altérité. Néanmoins, du fait du « cousinage » (Racine, 2006) entre Tamouls indiens et Tamouls sri-lankais¹³, l'attitude des partis ethno-nationalistes tamouls (*Dravida Munnetra Kazhagam* ou DMK, et *All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam* ou AIADMK [lit. *All India Anna Dravidian Progress Federation*] principalement) envers les réfugiés a

11. Afghans, Bengalais, Bhoutanais, Birmans, Chakmas, Népalais, Sri-Lankais et Tibétains principalement.

12. Le gouvernement indien a accordé au Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) un mandat limité. Le HCR a en effet la charge des réfugiés urbains non sud-asiatiques, ce terme ayant pour le gouvernement une forte connotation géopolitique : le HCR assure par exemple la protection des Afghans et des Birmans mais pas celle des Tibétains (Baujard, 2012 ; Sen, 2003). Le HCR n'a pas accès aux camps de réfugiés. Néanmoins, en vertu d'un accord de juillet 1992 passé avec le gouvernement indien, le HCR a été invité à aider le gouvernement à déterminer la nature volontaire du rapatriement de Sri-Lankais dans leur pays. En réponse à la demande, le HCR a obtenu l'autorisation d'ouvrir un bureau à Chennai en août 1992 (communication personnelle avec Vidjea Bharaty, officier général de rapatriement, Besant Nagar, juin 2012, HCR de Chennai). Précisons que la fin du conflit en 2009 ne se traduit pas par un retour des réfugiés au Sri Lanka.

13. Notons qu'il existe une solidarité ethnique entre les Tamouls indiens et les Tamouls sri-lankais (dont les ingrédients sont l'hindouisme shivaïte, le culte de Murugan et la langue) construite comme un impératif politique permettant la sauvegarde de l'identité tamoule face à la domination, d'une part du nationalisme cinghalais, dans le cas des Tamouls de Sri Lanka ; et d'autre part face à l'hégémonie nationale des *hindi-speaking* dans le cas des Tamouls indiens. Cette solidarité a même conduit, durant les années 1980, le gouvernement régional du Tamil Nadu à accorder aux militants du LTTE des facilités pour s'armer et s'entraîner. Cette attitude a bien évidemment changé lors de l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991.

été bienveillante. En effet, avec les Tibétains, les Sri-Lankais sont considérés comme le groupe de réfugiés le plus favorablement traité par les autorités indiennes. Ils ont été largement admis par l'Inde, et une fois enregistrés auprès des autorités, ils ont la possibilité de vivre dans des camps, de recevoir une aide financière et de la nourriture subventionnée. À l'opposé, d'autres groupes de migrants forcés, à l'instar des Chakma, des Chin, et des Lhotshampa¹⁴ sont considérés comme étrangers et en situation irrégulière et ne reçoivent donc aucune aide publique. Cette relative bienveillance à l'égard des Sri-Lankais a été attribuée à la co-ethnicité qui lie les Tamouls d'Inde aux Tamouls du Sri Lanka. Selon Oberoi,

in the case of Sri Lankan Tamil refugees in India, the presence of a strong bond of kinship between Indian Tamils and their co-ethnics across the Palk Straits has been an important motivating factor in the formulation of a generous asylum policy [as within] the domestic politics of the Indian polity [...] New Delhi cannot afford to alienate the vast population of Indian Tamils. (Oberoi, 2006, p. 231)

Néanmoins, les réfugiés constituent également une menace, pour la stabilité de l'État qui les accueille, par la potentialité d'une dissémination des conflits (Castles, 2003) en l'occurrence ici le séparatisme tamoul.

La famille de Denis a été accueillie au camp de Keezhputhupattu en 1990. Ce camp comprenait en juillet 2014, 1 726 personnes. Il est situé à 17 km au nord de Pondichéry dans la localité d'Anichenkuppam (écrit également Anichakuppam), le long de la East Coast Road (ECR), enserré entre deux grands hôtels : au Nord l'*Ocean Spray* et au Sud l'hôtel *Dune* (fig. 2). Aucune personne, en dehors de la police ou de la *Q-Branch* (unité spéciale de la police du Tamil Nadu contrôlant les groupes extrémistes et terroristes) n'a le droit de pénétrer dans le camp. Les ONG intervenant dans le camp peuvent s'y rendre seulement si elles détiennent une autorisation du département de réhabilitation du gouvernement du Tamil Nadu¹⁵. Thiraviyam peut témoigner de cette présence policière et de l'absence progressive des organisations non gouvernementales (ONG) dans le camp :

Avant les ONG venaient tous les 3 ou 4 mois. Elles étaient vraiment actives. Il y avait PMSSS, OfERR, ADRA, JRS. Mais depuis quelques années on ne voit plus grand monde. Cela fait une année qu'aucune ONG n'est venue dans le camp. [...] Le fait que les ONG soient de moins en moins présentes n'est que le signe d'une évolution. C'est pareil du côté du gouvernement. Avant il y avait des

14. Les populations Chakma et Chin (ou Khyang) sont actuellement réparties entre le Bangladesh, la Birmanie et l'Inde. Elles font partie d'un ensemble de groupes minoritaires des Chittagong Hill Tracts. Les Lhotshampa quant à eux proviennent du Népal et du Bhoutan.

15. Grâce aux relations tissées avec les réfugiés sri-lankais depuis 2010 j'ai pu pénétrer dans ce camp à de multiples reprises sans autorisation, les réfugiés me prévenant par téléphone de la présence ou non de la police.

Source : Anthony Goreau-Ponceaud

Figure 2 - Photo aérienne du camp de réfugiés de Keezhputhupattu

policiers tous les jours ainsi que des membres de la *Q-Branch*. Maintenant c'est beaucoup moins contrôlé. La police et la *Q-Branch* ne sont mobilisées que lors d'incidents, comme la semaine dernière¹⁶ ou encore il y a deux semaines¹⁷. Bon, ils viennent aussi une fois par mois pour l'appel, lors de la venue du *government officer*. Les policiers, généralement entre 4 et 6, sont présents quelques jours avant et après. Bon en ce moment à cause de ces deux incidents ils sont là tous les matins. (Entretien du 18 juillet 2014)

Face à l'absence progressive des ONG dans le camp¹⁸ et au manque d'opportunités d'emploi, Denis m'explique qu'un grand nombre de personnes désire se rendre en Australie.

16. Une semaine avant cet entretien, plusieurs personnes du camp ont essayé de partir pour l'Australie. Pour témoigner de cette fuite vers l'Australie, je peux par exemple citer le *Times of India* du 31/07/2014 : "fourteen Sri Lankan Tamil refugees including two agents were held in Kanyakumari when they were preparing to leave the country illegally for Australia. The refugees were from camps in Tamil Nadu. The agents had collected 50 000 to 100 000 roupies from each refugee".

17. Dans la semaine du 30 juin au 6 juillet, un homme du camp de Keezhputhupattu a été blessé lors d'une sortie de pêche. Il a été conduit à l'hôpital par ses coreligionnaires. Cependant les médecins ont refusé de le soigner et il est décédé. Les Sri-Lankais ainsi que les associations ont organisé des protestations devant l'hôpital.

18. La présence des ONG dans le camp est tout de même visible par leurs logos apposés sur les

Beaucoup de Sri Lankais de Keezhpathupattu réussissent à partir à l'étranger. Par exemple il y a deux ans, entre 15 et 20 personnes du camp ont réussi à se rendre en France par la mer. Ils passent par le canal de Suez et débarquent sur des îles en Méditerranée. Il y en a aussi qui partent en Australie, c'est vrai. Ils prennent la mer et accostent à Christmas Island. Mais recourir à un passeur est trop cher. Alors généralement on attend qu'un groupe se constitue, un groupe de 15 à 30 personnes et on met l'argent en commun pour acheter un bateau. Tu sais la plupart d'entre nous savent prendre la mer. Nous sommes quasiment tous pêcheurs. Il faut juste acheter un GPS. Pour l'Australie c'est seulement deux semaines de bateau. Comme beaucoup d'entre nous tentent l'aventure, en ce moment la *Q-Branch* surveille de près ce qui se passe dans le camp et à l'extérieur. Mais pour partir, il faut tout de même réussir à trouver l'argent. En ce moment c'est difficile. L'an dernier je t'ai vu au port. Mais cette année tu ne risques pas de nous y voir tous les jours car la saison est terminée avant même qu'elle ne commence. Il n'y a pas suffisamment de poissons. Alors il faut trouver d'autres sources de revenus. Parfois je suis chauffeur, d'autrefois peintre, maçon... Enfin c'est en fonction des opportunités. Mais pour en revenir à la migration, c'est souvent des jeunes qui partent. Des jeunes qualifiés. C'est certainement cela la grande différence entre la première génération dans le camp et nous. Nous sommes plus qualifiés et nous ne nous contentons pas ou ne nous voulons pas nous contenter de ce que le gouvernement nous offre.

II - Keezhpathupattu et Ceylan Quarter : deux lieux de l'exil pour une expérience exilique commune ?

Cette seconde partie a pour objectif d'analyser ce qu'« offre » (pour reprendre les propos de Denis) le gouvernement aux Sri Lankais et aux rapatriés, dans le but de comparer leur expérience exilique.

1 - Le camp de Keezhpathupattu

Le camp de Keezhpathupattu constitue un véritable espace de l'entre-deux, produit à la fois du contrôle institutionnalisé des frontières et des initiatives et des pratiques des réfugiés sri lankais. Le camp est scindé en deux parties (fig. 2), de part et d'autre d'un terrain vague où se situent un terrain de volley-ball et les toilettes communes. D'un côté, vers le Sud, se situent les maisons les plus anciennes. C'est la partie du camp la plus dense. C'est là que vivent Denis et les autres membres de sa famille. De l'autre côté, les maisons sont plus cossues et espacées les unes des autres. Il s'agit de la partie la plus récente. Lors de ma dernière visite en 2014, le gouvernement y finançait la construction de nouvelles maisons pour accueillir une population en constante

diverses constructions qu'elles ont contribué à financer (citernes d'eau, pompes, toilettes par exemple).

**Photo 3 - Les allées du camp de Keezhputhupattu et les nouvelles constructions
(Photographie de l'auteur, juillet 2014)**

croissance. J'ai pu poser quelques questions aux femmes travaillant sur ce chantier. Interrompu par le contremaître, je n'ai pas pu aller plus loin dans l'entretien :

Non, nous ne sommes pas sri-lankaises. Nous sommes du village d'à côté. Aucun travailleur présent sur le chantier n'est sri-lankais. En même temps c'est normal ! Même pour construire leur propre maison, ils ne vont pas s'employer sur le chantier. Pourquoi ils le feraient ? Vous avez vu, c'est un travail difficile. Il faut porter les matériaux de construction sur la tête, déplacer une à une les briques. Nous sommes des coolies. Et ce travail est mal payé. Pas assez bien payé pour les Sri-Lankais en tout cas. Il faut que cela soit bien payé pour qu'ils daignent se déplacer et sortir du camp. Vous savez tout ce que le gouvernement leur donne comme argent, comme assistance ! Nous nous sommes obligées de travailler. Il n'y a pas d'autres choix si nous voulons manger. Mais nous ne sommes pas habituées à ce type de travaux. D'ordinaire nous étions employées dans l'agriculture. Mais tout a bien changé ici. Il n'y a plus de place pour nous. Tout est mécanisé. C'est difficile pour une femme de trouver un emploi. La plupart d'entre nous, on travaillait dans l'agriculture : le riz, on repiquait le riz. C'est la saison, mais il n'y a pas d'emploi. Alors maintenant c'est la construction. Mais les Sri-Lankais cela ne les motive pas, il n'y a pas assez d'argent à se faire !
(Extrait d'un entretien mené le 7 août 2014 dans le camp de Keezhputhupattu)

Néanmoins ce court extrait d'entretien témoigne des modifications majeures du monde rural en Inde, des effets de la spéculation foncière le long de la ECR¹⁹ et des tensions entre réfugiés et non réfugiés concernant le montant des aides allouées par le gouvernement à cette première catégorie.

C'est dans cette partie que se trouvent également le plus grand nombre de commerces (petites épiceries) et l'école (*anganwadi*). On recense dans le camp de Keezhputhupattu plusieurs commerces :

Dans le camp, il y a deux salons de coiffure, entre 7 et 10 épiceries. Je dis entre 7 et 10 car il y en a qui sont fermées pour le moment. Un restaurant, un magasin de cadeaux du genre *fancy shop*, où tu peux trouver des bracelets, des choses comme cela. Et il y a aussi un éleveur/vendeur de poulets (extrait d'entretien avec Dickson, camp de Keezhputhupattu, 22 juillet 2014).

Pour nuancer les tensions qui existent entre la population locale et les réfugiés, il semble important de préciser que ces commerces sont fréquentés par les réfugiés eux-mêmes mais également par la population locale. C'est ce que me précise Thiraviyam, propriétaire du seul restaurant du camp.

La grande majorité de mes clients ne sont pas des Sri-Lankais mais proviennent de la population locale. Ce sont eux les plus gros consommateurs. Les gens du camp fréquentent en fait assez peu mon restaurant. Je vais faire mes achats plusieurs fois par semaine au marché de Pondichéry. J'y achète en grosses quantités, c'est moins cher. (Extrait d'entretien avec Thiraviyam, 18 juillet 2014)

L'église²⁰, dont la construction s'achève et qui sera consacrée en octobre 2014, sert de frontière symbolique entre cette nouvelle partie et l'ancienne. Si les maisons semblent plus cossues dans la nouvelle partie cela ne tient pas aux efforts de réhabilitation du gouvernement. Les nouvelles constructions financées par l'État respectent les dimensions des anciennes : une maison par ménage (il faut bien ici distinguer le ménage de la famille) de dimension standardisée : 10 par 10 pieds, soit approximativement un peu plus de 9 m². S'il existe des maisons cossues, c'est bien qu'au-delà des restrictions et des aides multiples²¹ mises en place par le gouvernement, les réfugiés trouvent des sources de revenu supplémentaires. Néanmoins, ces restrictions sont bien présentes et prégnantes. Si aucune frontière matérielle n'est visible au

19. Les traductions paysagères de ces modifications sont une densification du tissu urbain à cause d'un processus de périurbanisation et de mise en tourisme de la côte, une mécanisation de l'agriculture et l'apparition de la canne à sucre concurrençant la riziculture.

20. Dans le camp, il n'y a pas de musulmans. Le camp comprend donc une église et un temple dédié à Ganesh.

21. Le gouvernement central de Delhi et surtout celui du Tamil Nadu accordent également des aides financières mensuelles : 1 000 roupies pour le chef de famille, 750 pour sa femme et 400 pour les autres membres de la famille (en juillet 2014, 82 roupies représentaient 1 euro). Précisons que le salaire mensuel médian au Tamil Nadu est de 6 500 roupies.

camp de Keezhputhupattu (il n'y a en effet ni barbelés, ni murs, ni inscriptions en tamoul ou en anglais qui stipule qu'il s'agit d'un camp de réfugiés), il n'en reste pas moins vrai que les mouvements des réfugiés sont surveillés. En effet, si les réfugiés ont le droit de sortir du camp, ils doivent néanmoins être présents chez eux tous les soirs. Les longues sorties sont permises avec l'accord préalable du *District Collector*. De même a lieu une fois par mois un appel dans le camp pour vérifier la présence des membres. Pour pouvoir bénéficier des différentes aides gouvernementales, les réfugiés doivent ouvrir un compte, et pour cela avoir l'autorisation du *Revenue Inspector*. Enfin chaque réfugié dispose d'un document d'identité : la carte *Aadhaar* (photo 4). Malgré ces restrictions pesant sur leurs mobilités, les réfugiés trouvent à s'employer à l'extérieur, principalement dans des emplois physiques et peu qualifiés (secteur de la construction et de la pêche notamment) qui sont parfois très rémunérateurs (voir entretien avec Logu, ci-dessous). Cette employabilité est essentiellement masculine. Les femmes qui restent souvent dans le camp sont les pivots des actions entreprises par les différentes ONG via les *Self Help Groups* (SHPs).

La carte *Aadhaar* est un document d'identité très important dont la possession pour les Sri-Lankais est essentielle. Elle leur permet, après autorisation auprès du *Revenue Officer* du district de Villupuram de pouvoir ouvrir un compte et ainsi de recevoir les aides financières du gouvernement. Noter que sur cette carte est référencée comme adresse celle du camp de réfugié. Précisons enfin que toutes ces cartes comprennent des éléments biométriques contenus dans le *flash code*. Nous avons volontairement supprimé le bas de la carte comprenant la photographie d'identité.

Je suis un intermédiaire, un *broker*. Mon rôle est donc d'acheter le poisson aux pêcheurs pour le vendre aux propriétaires du Kerala. Ils sont trois et travaillent pour la même compagnie. Il s'agit de Jaleel, Shukur et Rafeeq. La compagnie est basée à Manjeri, dans le district de Malappuram. Je dois donc essayer de négocier au meilleur prix le poisson. Je converse avec les pêcheurs par téléphone portable et une fois la transaction terminée, j'en informe les propriétaires. En fonction du nombre de tonnes négociées, je demande un certain nombre de camions. Quand c'est une bonne saison, comme l'an passé par exemple, il y a 5 camions par jour. Certains *brokers* travaillent pour des clients du Karnataka. Moi je travaille avec le même depuis plus de 15 ans²². Avant j'étais pêcheur, je prenais la mer et parfois je rentrais avec aucun poisson. Mais il fallait quand même payer l'essence, l'entretien du bateau, les filets... Mon grand frère a eu l'idée il y a un moment de faire ce travail. C'est lui qui est à la tête de cette maison. Mon petit frère lui est encore pêcheur. Je lui achète du poisson. Mais en

22. Précisons qu'au moment de cet entretien, Logu a 38 ans. Il est donc devenu *broker* à l'âge de 23 ans. Avant il était pêcheur. Il dit avoir commencé la pêche à l'âge de 15 ans.

Photo 4 - La carte Aadhaar
(Photographie de l'auteur, juillet 2014)

ce moment, il n'y a pas de poisson. Parfois pour remplir le camion cela prend énormément de temps. C'est pourquoi cette maison est utile²³. C'est déjà arrivé

23. Logu loue une maison à Anichenkuppam près de la plage (non loin du camp), 2 000 roupies par mois ; elle est composée de 5 pièces.

que les équipes du Kerala restent plus de trois semaines avant de repartir. [...] Le camion est chargé de glace depuis le Kerala. Ce sont des camions étanches. La glace reste dure pendant un mois. Le travail des Sri-Lankais consiste donc à décharger toutes ces caisses, à les remplir de poissons et à couvrir correctement ces poissons de glace. Généralement chaque *broker* emploie une équipe de 15 à 20 Sri-Lankais. Entre Chennai et Cuddalore, il y a environ 170 *brokers* comme moi. On ne vend pas le poisson frais mais surgelé. De toute manière la compagnie pour laquelle je travaille exporte ce poisson de manière congelée. Plus les Sri-Lankais remplissent de camions, plus ils gagnent d'argent. Je donne 500 Roupies (Rs) par employé pour chaque camion chargé. Donc quand c'est la pleine saison cela peut aller jusqu'à 2 500 Rs par jour et par personne. J'ai une équipe de 16 Sri-Lankais²⁴. Mais en ce moment, on attend. Je pensais avoir du poisson, mais les prix ne font qu'augmenter. C'est comme cela, c'est le marché. (Entretien avec Logu, Anichenkuppam, 22 juillet 2014)

La situation est beaucoup moins heureuse pour les rapatriés de Ceylan Quarter.

2 - Ceylan quarter

Ceylan Quarter s'apparente également à un camp. Du point de vue morphologique, il n'y a que peu de différences avec Keezhputhupattu. Les maisons en bande sont alignées les unes derrière les autres. Entre les rangées, existent des allées de terre battue. Les maisons vétustes et en mauvais état semblent symboliser la situation des rapatriés, mal préparés et mal encadrés par le gouvernement pour se réadapter à leur nouvelle patrie. En premier lieu, ils ont le plus souvent perdu tout le réseau des relations de famille ou de village qui forment la base des rapports sociaux. En second lieu, ils ne possèdent aucune des caractéristiques sociales qui les favoriseraient sur le marché du travail ou leur permettraient de s'intégrer à la structure économique indienne. Originaires principalement de basses castes (intouchables en majorité), ils sont démunis de toute qualification particulière. Si le gouvernement, à leur arrivée à Thirubuvanaï, leur a alloué une assistance financière et des emplois, cela n'a pas été suffisant pour les intégrer. Au contraire. Udaya, marié maintenant depuis 7 mois à une femme faisant également partie de cette catégorie des rapatriés (la famille de sa femme, comme de nombreux rapatriés a réussi à s'installer à Kodaikanal en 1984, pour travailler dans les plantations de théiers des Ghâts occidentaux), est assez lucide et critique vis-à-vis du gouvernement de Pondichéry :

En 30 ans, la population ici s'est accrue. Si en 1984 il y avait 21 familles, il

24. Logu est un Tamoul qui fait travailler Denis et Dickson (pourtant non réfugié, en attente d'un nouveau départ vers l'Arabie Saoudite). Il y a donc de multiples interactions qui lient la population locale et les réfugiés. Les mariages mixtes, certes peu nombreux, sont un autre témoin de ces interactions.

y a désormais 183 personnes qui vivent ici. Et, parmi les 21 personnes qui travaillaient dans la filature de coton, 6 sont décédées, 3 se sont retirées pour prendre leur retraite. Il n'y a donc plus que 12 personnes qui ont un emploi gouvernemental. Les autres, qui n'ont pas d'emploi à la coopérative, travaillent à l'extérieur. En effet, le gouvernement n'a pas jugé bon de nous ouvrir de nouveaux emplois. La situation est pire pour notre logement. Nous habitons ces maisons depuis 30 ans maintenant. Le gouvernement les a financées. Il a donné 4 000 Rs par maison pour chaque famille. Mais c'était il y a 30 ans, il a donc fallu les agrandir, en construire de nouvelles. Le gouvernement a financé ces maisons, et en 1984, 4 000 roupies, c'est vrai que c'était largement suffisant. Mais le constructeur nous a escroqués. Il a utilisé de mauvais matériaux. Il y a eu des vices dans la construction. Toutes les maisons subissent depuis une dizaine d'années des affaissements de toit, les murs se détachent progressivement les uns des autres. En 2009, une personne est morte. Le plafond de sa maison s'est effondré sur elle. C'était pendant la saison des pluies. Il y a eu une forte pluie, un gros orage, et l'accident mortel a eu lieu. Le gouvernement est venu, ils sont restés à peine cinq minutes pour nous dire qu'en cas de forte pluie, nous devons quitter notre logement. De toute façon le gouvernement a une seule idée en tête, il veut nous expulser, sans pour autant nous proposer de solutions de relogement. Le gouvernement veut nous faire déguerpir. On ne sait pas si c'est vrai mais on a entendu des rumeurs comme quoi le gouvernement voudrait construire ici un projet de développement d'énergie solaire. Cette décision de nous faire déguerpir est en cours de jugement. Le gouvernement veut nous expulser et il peut le faire. En fait, cela fait plus de 30 ans que nous vivons là, nous avons payé l'agrandissement des maisons, nous payons, l'eau, l'électricité, enfin tout comme n'importe quel citoyen indien, mais nous n'avons pas de *patta*²⁵, c'est-à-dire un document officiel, une preuve qu'il s'agit que c'est notre maison. Nous n'avons pas de *patta* pour ces maisons vétustes dans lesquelles les familles de 5 à 11 membres vivent. Ces maisons sont toutes identiques, elles font toutes moins de 70 m². Il y en a qui sont plus vieilles que d'autres bien entendu. Par contre il n'y a pas de toilettes ni de salle de bains dans les maisons. Tout cela c'est commun. Le gouvernement, qui nous a fait venir ici, a fait construire en 1984, 4 toilettes communes. C'était suffisant pour 21 familles ; il y avait seulement entre 40 et 50 personnes. Désormais, il n'y en a plus que 3 qui fonctionnent sur les 4 et cela pour 183 personnes ! En plus la dernière fois que la fosse a été vidée c'était il y a 7 ans. C'est un comble non ? Nous qui travaillons à vider et curer les fosses... En plus, on ne peut pas trouver un autre travail que celui-ci. Les femmes ne travaillent pas non plus. Déjà qu'on a beaucoup de mal à trouver du travail... On pourrait développer ici le *self-employment*, le travail indépendant, en particulier pour les femmes. Beaucoup d'entre elles sont de très bonnes couturières. Mais on n'a pas les moyens d'acheter des machines. Et, comme nous n'avons pas d'emploi régulier, on ne peut pas contracter de crédit. Ici à Pondichéry, c'est

25. Le *patta* est un document important qui établit la propriété légale et la possession d'une propriété. C'est un outil puissant qui peut être utilisé en cas de litiges de propriété, par exemple en cas d'acquisition de la terre ou du lot par le gouvernement : le *patta* permet au propriétaire d'être indemnisé.

très difficile pour nous. Ailleurs dans le Tamil Nadu c'est plus facile. Mais pour nous c'est très difficile. Je voudrais bien aller à Kodaikanal, travailler dans les plantations de théiers. En plus nous sommes qualifiés pour ce travail. Mon ami vient de Villupuram [il désigne du doigt le monsieur assis en face de moi], il coordonne les actions politiques des gens comme nous dans son district, je fais la même chose ici. Son fils par exemple a un emploi gouvernemental. Il travaille comme chauffeur de bus à la TNSTC (*Tamil Nadu State Transport Cooperation*). Trouver un autre travail ou envoyer nos enfants dans de bonnes écoles c'est très difficile car nous n'avons pas de *Caste Certificate*²⁶. Sans ce document on ne peut pas trouver un travail régulier ni envoyer nos enfants dans le privé. Tous les enfants d'ici vont dans les écoles gouvernementales. Voilà pourquoi notre situation est difficile [...]. Les Sri-Lankais sont très peu nombreux : nous, on doit représenter entre 1 et 1,5 million de personnes et le gouvernement ne nous aide pas. Au contraire il nous rejette. Tout comme la population. Nous sommes des Ceylanais à leurs yeux et pas des Indiens. D'accord on a la citoyenneté indienne, mais la seule chose qu'elle nous apporte c'est de pouvoir glisser un bulletin dans l'urne. C'est vraiment paradoxal, car les Sri-Lankais eux, ce qu'ils veulent c'est : 1/avoir la citoyenneté indienne, 2/participer aux élections, 3/obtenir la liberté de circulation. Nous, nous avons la citoyenneté indienne et le droit de participer aux élections. D'ailleurs nous votons majoritairement pour le parti du Congrès. Jamais je ne donnerai ma voix pour le DMK ou l'AIADMK. Ils ne font rien pour nous et rien pour les Sri-Lankais. Par contre, nous n'avons aucune liberté de circulation car nous sommes démunis. Peut-être faudrait-il que je me fasse passer pour un Sri-Lankais. Tu imagines, ils n'ont aucune dépense à faire et en plus ils reçoivent de l'argent et trouvent du travail facilement par rapport à nous ! Les ONG les aident alors que nous non. Je te le répète, *we are the native refugees*. (25 juillet 2014, Thirubuvanai, Ceylon Quarter)

*

Depuis leur arrivée au Tamil Nadu, malgré les efforts de réhabilitation et d'accueil entrepris par l'État du Tamil Nadu, réfugiés et rapatriés souffrent de processus de marginalisation, de limitation et d'exclusion qui semblent exacerbés dans le cas des rapatriés, pourtant citoyens indiens. Dans un cas comme dans l'autre, il semblerait que l'expérience de l'exil, née de la traversée du détroit de Palk, a marqué le corps déplacé d'une déchirure avant de devenir une condition. En effet ces deux groupes de migrants éprouvent un manque, une absence que traduit leur expérience d'exil. Ces deux lieux de l'exil que sont Ceylan Quarter et Keezhpathupattu sont simultanément des espaces de rejet de la part de la société indienne et des espaces sécurisants où les réfugiés sri-lankais et « natifs » retrouvent et reconstituent à des degrés divers une communauté locale, une sociabilité.

26. Ce document mis en place par le gouvernement indien permet de bénéficier des mesures de discrimination positive en faveur des plus basses castes. Néanmoins, les rapatriés ne peuvent y prétendre car ils n'ont aucun moyen de prouver quelle est leur caste.

Il se développe et se construit à l'intérieur de ces lieux de l'exil, des processus sociaux, des configurations spécifiques d'idées et de valeurs au sein d'un monde où la marginalité est généralisée. Avec leurs différentes manières de faire, de prendre place, les réfugiés sri-lankais et les rapatriés créent leurs propres ressources : cette créativité est garante d'une autre normalité, fragilisée cependant par leur position d'intermédiaire. Réfugiés et rapatriés demeurent pauvres et exercent souvent des activités dans l'économie informelle et ne parviennent pas à se libérer des effets de la stigmatisation (liés à l'« encampement » et à leur statut). Ces deux groupes de population, malgré leur statut de citoyens indiens pour les rapatriés, semblent

stoppés dans un écart, en reste, selon une place assignée en dehors de tout espace de reconnaissance politique. (Agier, 2012, p. 66)

Bibliographie

Agier Michel, 2012 - Penser le sujet, observer la frontière. Le décentrement de l'anthropologie. *L'Homme*, Paris, 2012/3, n° 203-204, p. 51-75.

——, 2011 - *Le couloir des exilés. Être étranger dans un monde commun*. Paris : Éditions du croquant, 120 p.

Baujard Julie, 2012 - Être réfugié à Delhi : politiques d'asile et trajectoires des réfugiés. *E-migrinter*, Poitiers, n° 8, p. 6-25.

Castles Stephen, 1997 - Towards a sociology of forced migration and social transformation. *Sociology*, vol. 37, n° 1, p. 13-34.

Goreau-Ponceaud Anthony, 2014 - À demeure en exil. Être réfugié tamoul sri-lankais au Tamil Nadu. *Carnets de géographes et de recherches*, Paris-Nanterre, n° 7, en ligne : www.carnetsdegeographes.org/

——, 2012 - Routes et anti-routes de l'immigration tamoule sri-lankaise. *E-migrinter*, Poitiers, n° 8, p. 26-44.

Guilmoto Christophe, 1987 - Démographie et politique : les Tamouls entre Sri Lanka et l'Inde. *Population*, Paris, vol. 42, n° 2, p. 283-303.

Kanapathipillai Valli, 2012 - *Citizens and statelessness in Sri Lanka. The case of the Tamil Estate workers*. Delhi: Anthem Press, 225 p.

Khilnani Sunil, 1997 - *The idea of India*. London: Penguin, 263 p.

Landy Frédéric, 2011 - Représentation du territoire national et circulation des grains : le système de distribution publique indien. *Annales de géographie*, Paris, n° 677, p. 5-28.

Nuselovici Alexis, 2013 - *L'exil comme expérience*. Paris : Working papers, FMSH, 2013, n° 43 ; <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00861245/document>

Oberoi Pia, 2006 - *Exile and Belonging. Refugees and State Policy in South Asia*. New Delhi: Oxford University Press, 298 p.

Racine Jean-Luc, 2006 - La question dravidienne ou le régionalisme bien tempéré. In : Jaffrelot C., (dir.) - *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*. Paris : Fayard, p. 290-307.

Samaddar Ranabir, 2003 - *Refugees and the State. Practices of Asylum and care in India, 1947-2000*. New Delhi: Sage, 499 p.

Sen Sarbani, 2003 - Paradoxes of the international regime of care: the role of the UNHCR in India. In: Samaddar R. (ed.) – *Refugees and the State. Practices of Asylum and care in India, 1947-2000*. New Delhi: Sage, p. 396-442.

Résumé

Cet article propose de mettre en perspective deux groupes de populations tamoules originaires de Sri Lanka aux trajectoires migratoires, statuts administratifs, sociaux et économiques distincts. D'un côté des Tamouls indiens rapatriés du Sri Lanka à la citoyenneté indienne, de l'autre des réfugiés tamouls sri-lankais. La comparaison de ces deux groupes a pour ambition de questionner leur expérience exilique respective.

Mots-clés : Inde, Tamil Nadu, Sri Lanka, Réfugiés, Rapatriés, Camps, Ethnicité

Abstract

Refugees and Repatriates in Tamil Nadu : A Sri Lankan Perspective

This article deals with a comparison between two groups of Sri Lankan Tamils : the Sri Lankan Tamils refugees and the repatriates in Tamil Nadu. Based on primary data collected through different field, this article explore the issue of marginalization, limitation and exclusion processes that affected these two groups and try to explore their exile experience. By using interviews in order to reveal their life story, this article shows that the practices of these groups produce in-between spaces.

Keywords: India, Tamil Nadu, Sri Lanka, Refugees, Repatriates, Camps, Ethnicity